« Étrangers » et « indésirables » en temps de guerre

Représentations, politiques et pratiques à l'égard des populations nouvelles dans l'Ouest de la France en 1914-1918

Ronan Richard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1523>

DOI : 10.4000/abpo.1523

ISBN : 978-2-7535-1488-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2002

Pagination : 147-161

ISBN : 978-2-86847-794-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Ronan Richard, « « Étrangers » et « indésirables » en temps de guerre », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-4 | 2002, mis en ligne le 20 décembre 2004, consulté le 02 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1523> ; DOI : 10.4000/abpo.1523

« Étrangers » et « indésirables » en temps de guerre

Représentations, politiques et pratiques à l'égard des populations nouvelles dans l'Ouest de la France en 1914-1918

Ronan RICHARD

Enseignant à Loudéac

Doctorant, CRHISCO – Université de Rennes 2

Durant près d'un demi-siècle, parler de la guerre de 1914-1918 a plutôt consisté à raconter sa guerre. En effet, l'historiographie, dominée par les historiens combattants témoins et acteurs du conflit, a imprimé une ligne toute particulière dont les centres d'intérêt étaient essentiellement liés au front et aux opérations militaires. C'est pourtant au tout début de cette période, qualifiée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker de « dictature du témoignage ¹ », que fut publié l'ouvrage du démographe Michel Huber, le premier à avoir insisté sur l'un des aspects les plus importants et pourtant les plus méconnus de ce conflit, les déplacements intérieurs de populations. Le contexte de guerre fut ainsi responsable durant quatre ans de migrations massives concernant plusieurs millions de personnes, changeant sensiblement la physionomie aussi bien des campagnes que des villes. Outre les soldats alliés et les travailleurs coloniaux militarisés, le contexte de guerre fut surtout responsable de l'afflux d'un nombre considérable de prisonniers civils et militaires et de réfugiés chassés par les combats. Ce sont ces deux catégories qui retiendront ici notre attention.

Dans le cadre d'une étude sur les étrangers, il convient de bien fixer les contours de cette notion, afin de savoir notamment si les réfugiés français peuvent ou non être perçus comme étrangers. Lorsqu'on leur demande de recenser les étrangers résidant dans leur commune, de nombreux maires y incluent des Français, notamment Parisiens, se justifiant après coup de ce que dans leur esprit, « étranger » signifiait « étranger à

1. Voir sur cet aspect des choses AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Annette, *14-18. Retrouver la guerre*, Fayard, 2000, 272 p.

la commune ». Comment s'étonner, dans de telles conditions, que les populations de l'Ouest aient eu du mal à qualifier les réfugiés ? La presse, les élus, les simples citoyens les désignent sous des vocables divers – émigrants, exilés, étrangers évacués – les renvoyant toujours à cet Ailleurs dont ils sont originaires. Le terme d'« indésirables », pour sa part, est strictement réservé, au début de la guerre, aux prisonniers ennemis, militaires mais surtout civils internés. Mais l'amalgame est rendu possible par le fait que les premiers convois ferroviaires transportent vers les gares de l'Ouest un amalgame hétéroclite d'étrangers de statuts fort variés que la foule a bien du mal à identifier.

Face à cette confusion que les autorités peinent à éclaircir, la question se pose de savoir quelles politiques et quelles pratiques se mettent en place à partir d'août 1914 à l'égard de ces deux groupes, et sur la base de quelles représentations initiales. Comme toujours dans le domaine des représentations, les élites ont tenté d'imposer d'en haut un idéal qui s'appuie sur des devoirs patriotiques qui se doivent d'être spontanément appliqués. Si l'on néglige la notion d'union sacrée, de plus en plus perçue comme restrictivement politique et non extensible au vaste champ des relations sociales, deux grands réflexes s'imposent comme caractéristiques d'un sentiment national achevé : la solidarité nationale et interalliée d'une part et le rejet de l'ennemi de l'autre. L'État, dès le 1^{er} septembre, inscrit ces devoirs patriotiques dans les textes en échaufaudant sur cette question une ligne politique simple et claire : chacun doit assurer aux familles des réfugiés ou évacués de nationalité française ou alliée un accueil solidaire basé sur le logement chez l'habitant, et réserver, en principe, aux étrangers austro-allemands ou aux catégories spéciales à surveiller l'enfermement répressif dans des locaux collectifs². Ce sont les manifestations ou les dérives de cet idéal à double face d'intégration/répression que nous allons traquer sur le terrain, en accordant, dans un premier temps, une place toute particulière aux premières semaines de guerre avant de nous pencher sur les évolutions dans la durée que nous essayerons d'analyser au final.

Les premières semaines

La France entre en guerre dans un état d'impréparation logistique, économique mais surtout psychologique le plus total. Les prisonniers de guerre ont certes fait l'objet d'instructions qui remontent à 1893 mais elles n'ont pas même été revisitées à la lumière des conventions de 1899 et 1907, la France estimant en avoir anticipé le contenu humaniste. Les civils de nations ennemies ont aussi suscité quelques réflexions et la mise au point en 1913 d'un projet, du reste particulièrement souple. Mais la question des réfugiés, pour sa part, n'a pas même été envisagée, comme si sa seule évocation ne pouvait qu'être perçue comme défaitiste donc

2. Arch. nat. F 233, instructions et circulaires.

coupable au regard des prévisions triomphalistes de l'État major. Aucune loi n'a donc été pensée. L'État restant quasiment inerte jusqu'en décembre, c'est seules et dans l'urgence que les autorités locales vont devoir en assumer la charge.

La première étape consiste à préparer l'opinion à ces afflux divers et aux devoirs qui s'imposent à elle. Pour cela, les préfets disposent du précieux relais que constitue la presse. Celle-ci compose un discours unique englobant toutes ces populations et s'efforçant d'orienter les représentations et les attitudes vers ce double objectif d'intégration/exclusion au moyen d'articles « à la sauce boche » particulièrement pimentée. La tactique est simple et partout reproduite : d'une part, on cherche à susciter la pitié en présentant les réfugiés comme des martyrs afin de déclencher une réaction solidaire, d'autre part, on s'efforce parallèlement de déclencher la colère contre l'ennemi afin d'en garantir le juste châtiment. Cette ligne de conduite présente deux dangers. En effet, la pitié n'est pas un gage de durée et les propos haineux envers l'ennemi en général font craindre des réactions hostiles voire violentes qui représentent des menaces contre l'ordre public. De rares voix s'élèvent alors pour réclamer l'application d'une solidarité inconditionnelle, spontanée et gratuite et le retour à une conception dite « chevaleresque » de l'accueil des prisonniers. Ceux-là même qui en appelaient parfois à la destruction de la race germanique se voient contraints à faire un surprenant grand écart en lançant des appels à la modération quelques jours plus tard. Cette tendance au respect du vaincu est d'ailleurs assez mal ressentie par quelques journaux conservateurs.

En pratique, les accueils dans l'Ouest se déroulent selon les vœux des autorités. Improvisée fébrilement, la réception des premiers convois de réfugiés est soigneusement mise en scène et donne lieu à un spectacle réconfortant même si peu de sources nous permettent de juger s'il en fut de même loin des gares, en cas d'arrivées en groupes isolés. Les prisonniers sont généralement accueillis sans heurts. La presse signale bien, çà et là, des manifestations de sourde hostilité, quelques jets de pierre à Saint-Brieuc mais rien des violences qui ont marqué les grands centres urbains.

Pourtant, les premières semaines frappent par une amorce d'évolution très précoce. Du côté des réfugiés, les premiers conflits se font jour et quelques rapports confidentiels démontrent que même au plus haut niveau, là où la ligne étatique se doit d'être scrupuleusement assumée, la dérive est amorcée. Le sous-préfet de Lannion stigmatise l'attitude des Belges :

« Ces derniers n'ont rien fait pour mériter la bienveillance avec laquelle ils avaient été reçus. Sauf de rares exceptions, ils se sont montrés assez exigeants et très peu enclins au travail³. »

3. Arch. mun. Lannion, H 35, fonds réfugiés 14-18, rapport du 17 septembre 1914.

Son confrère de Dinan va plus loin, estimant « que beaucoup de réfugiés ont, par leur exigence et leur paresse, provoqué un mouvement de lassitude » et rapportant les propos tenus par le député-maire de Caulnes, Baudet, l'une des figures politiques locales : « la race d'évacués fainéants et exigeants qui sont arrivés à Caulnes a dégoûté tout le monde. Personne n'en veut », avant d'ajouter que « le sentiment de M. Baudet n'est que le reflet du sentiment général, vis-à-vis d'un grand tiers des réfugiés⁴ ». Néanmoins, ces accrocs ne remettent pas en cause pour le moment la tendance générale solidaire.

Les prisonniers, eux, connaissent alors les pires semaines de leur captivité. Si les prisonniers de guerre, protégés par les conventions et la crainte qu'inspirent d'éventuelles représailles outre-Rhin, font l'objet d'une certaine attention et d'un contrôle rigoureux, l'internement des civils pose d'emblée de gros problèmes. Le ministre de l'Intérieur a en effet choisi le 1^{er} septembre 1914, du fait de l'espionnage ambiante mais aussi d'une volonté de protéger physiquement aussi bien les civils français en Allemagne que les civils ennemis sur son sol, d'entasser dans des dépôts surveillés tous ceux qui sont supposés représenter un danger pour la nation en guerre. Dès lors, au-delà des seuls mobilisables austro-allemands, c'est tout un amalgame sans logique de populations suspectes qui sont concentrées dans des locaux totalement inadaptés, dans un climat de vive tension entre internés et corps de garde mais aussi entre internés eux-mêmes, francophiles et germanophiles n'étant pas encore séparés. Cette politique se révèle vite désastreuse et justifiera la spécialisation des camps d'internement en janvier 1915 puis de nouveau en 1916. Cette ligne répressive n'empêche pas l'expérimentation précoce d'une ligne alternative plus économique. Si, au cours du mois d'août 1914, le ministre de la Guerre s'y refuse encore, les premières équipes de prisonniers sont expérimentées dès le mois d'octobre, essentiellement sur des chantiers ferroviaires. Ce choc de deux conceptions de la répression et de l'exploitation n'aboutit cependant pas encore à une remise en cause de la priorité donnée à l'enfermement.

Ces premières semaines ont donc été marquées par une certaine pagaille au milieu de laquelle les autorités locales ont improvisé, non sans un certain succès, l'application de l'idéal national sur le terrain. Pourtant, les premières fissures de cet édifice fragilisé par l'impréparation la plus totale ne sont que les germes d'une évolution qui s'impose dès 1915.

Les dérives de l'idéal national

En 1918, la situation se présente sous un jour très différent. Les failles précoces apparues à l'automne 1914 sont devenues béantes et les dérives sont nombreuses. L'année 1915, semant le deuil des illusions de

4. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 10 R 169, correspondances préfets et sous-préfets, lettre du sous-préfet de Dinan, 6 octobre 1914.

guerre courte, est décisive dans l'amorce de cette évolution conduisant à un effritement de la solidarité nationale et à une progressive intégration économique des prisonniers.

Une solidarité nationale malmenée

Cette dérive prend trois formes principales. La plus visible est le refus d'accueil qui caractérise une majorité des communes à compter du milieu de la guerre. Dès septembre 1914, certaines communes avaient inauguré cette tendance d'une manière aussi précoce que marginale. Les enquêtes de 1917, supposées préparer dans la concertation les nouveaux afflux massifs, montrent que cette tendance est devenue majoritaire. Entre deux tiers et trois quarts des communes refusent de recevoir de nouveaux contingents toutes régions et toutes tendances politiques confondues. L'exemple de la Vendée nous paraissait des plus opérants pour déceler d'éventuels décalages d'attitudes entre régions républicaines et régions conservatrices. Si l'on s'en tient à un calcul cantonal, 79 % des cantons majoritairement conservateurs refusent en 1917 tout nouvel accueil contre 72 % des cantons majoritairement républicains⁵. La différence est minime. Reste à savoir si le préfet, anticipant le rejet supposé plus important dans les zones conservatrices, avait pris soin d'y envoyer des contingents moins nombreux comme le laissait supposer Alain Jacobzone pour l'Anjou⁶. Il ne semble pas que cette démarche préventive ait été pratiquée, en Vendée au moins. Pourtant, nous verrons au final que le facteur du nombre semble finalement avoir peu influé sur le choix des maires sachant que certains refusaient tout accueil avant même que leur commune ne reçoive le moindre évacué. Du même coup, l'enquête n'offre au préfet que 235 places spontanément alors qu'il doit, de toute façon, placer 2 000 réfugiés. Pour sauver les apparences, le ministre délègue alors à ses préfets la possibilité de fixer eux-mêmes le nombre de réfugiés que chaque commune aura l'obligation d'accueillir, leur permettant ainsi de passer en force en 1918, tantôt en tenant compte de critères objectifs (ressources locales, nombre de réfugiés déjà présents etc.), tantôt en faisant payer des communes ayant fait preuve d'une évidente mauvaise volonté lors des concertations.

Le deuxième signe est l'accueil de plus en plus difficile qui est fait aux réfugiés sur le terrain. Les ingrédients de l'accueil chaleureux et spontané restent opérants lors des arrivées de convois massifs mais il apparaît que les petits groupes arrivant au village ou au quartier d'accueil, hors de la présence de la presse, ne le sont pas forcément autant. Tous les acteurs de ce dossier en sont conscients. Le ministre n'en fait pas mystère, condamnant à plusieurs reprises les abus et les actes antisolidaires des administrations ou des simples citoyens. Les représentants et la

5. Arch. dép. de Vendée, R 731, enquête de 1917.

6. JACOBZONE, Alain, *En Anjou loin du front*, Vauchrétien, Ivan Davy éditeur, 1988.

presse des réfugiés, eux-mêmes fort divisés, s'en font l'écho. Si *La Picardie* estime que l'accueil reste généralement bon, *Le Rémois* fustige les habitants de l'arrière, parlant du mépris qu'on leur oppose et rappelant les deux maires bretons révoqués :

« Quiconque de nous a vécu la vie d'exil sait avec quelle méfiance, parfois même quelle animosité, sont accueillis les réfugiés dans la zone paisible où la guerre n'a amené que profit. Il n'est pas rare d'entendre nos malheureux compatriotes traités de « boches » par ceux-là même qui devraient se mettre à genoux devant leur courage et leur résignation⁷. »

La presse elle-même, à l'instar de *L'Éclaireur du Finistère*, juge légitime

« la tristesse qu'éprouvent ces infortunés de ne pas toujours trouver chez leurs compatriotes l'accueil réconfortant auquel leur donnent droit les malheurs immérités dont ils sont victimes⁸. »

De là à attaquer les Bretons comme Gustave Hervé le faisait pour les Midis⁹, il y a un pas qui ne peut être franchi. Partout, des comités se sont créés, simples initiatives individuelles à l'image de Louise Weiss à Saint-Quay-Portrieux¹⁰, municipales plus souvent ou parfois hybrides plus complexes, rencontres de volontés préfectorale et municipale et de notabilités en quête d'action, tel le remarquable comité de secours nantais. Véritable modèle du genre, il se voit déléguer par le préfet la charge de ce dossier sur tout le département. Mais ces bonnes volontés ne peuvent enrayer la spirale des micro-conflits localisés, trait commun indéniable à toutes les communes. Cette évolution négative, qui ne conduira jamais à la rupture généralisée mais à un effritement graduel fait de petites entorses de plus en plus fréquentes, est confirmée par quelques esprits avisés. En 1917, un citoyen de Sion, dans la circonscription de Châteaubriant, analyse ainsi la situation :

« Dès l'arrivée des réfugiés dans la commune de Sion en particulier, toutes les familles à peu près aisées se disputaient la faveur d'avoir à leur charge une ou plusieurs personnes. Aujourd'hui, les idées ont complètement changé, tous ceux qui ont de ces gens-là sous leur toit demandent à s'en débarrasser¹¹. »

Dès lors, les conflits se multiplient, générés par quelques motifs principaux. Les arguments les plus usités portent sur l'oisiveté des réfugiés, « paresseux », « inactifs » et sur les états d'esprit profiteuse, exigeant, quémandeur, revendicateur, etc. C'est l'argument le plus usité des employés de mairie ou des maires eux-mêmes lorsqu'on leur reproche le mauvais accueil fait aux réfugiés. Georges Garreau, maire de Vitry, s'en fait l'écho, dénonçant ces défilés de plaignants et de demandeurs qui « accourent

7. *La Picardie*, avril 1918; *Le Rémois*, 22 et 24 octobre 1918.

8. *L'Éclaireur du Finistère*, 8 juin 1918.

9. Voir notamment *L'Éclaireur du Finistère*, 29 novembre 1914.

10. WEISS, Louise, *Mémoires d'une Européenne*, tome 1 : 1893-1919, Payot, 1968, rééd. 1970, 316 p., p. 182.

11. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 Z 608.

chaque jour pour solliciter, quelquefois en termes injurieux, des billets de chemins de fer¹² ». L'afflux de réfugiés constitua bien une vraie surcharge de responsabilité, de travail, de souci et de pression qu'il est nécessaire d'intégrer dans l'analyse des conflits opposant les nouveaux arrivants et les employés des administrations. Viennent ensuite d'autres poncifs encore très actuels : l'émigré est ivrogne, mais aussi grossier, effronté, tapageur ou querelleur, il commet des rapines, « déprédations » ou « pillages », enfin, il crée du scandale par son immoralité. Tous ces griefs, généralement démentis par les enquêtes diligentées par la préfecture, rappellent souvent ceux qui visent, dans les grands centres industriels, les travailleurs coloniaux¹³. Leur exposé n'est pas tant destiné à traduire une réalité qu'à trouver un prétexte à l'exclusion d'une famille mal intégrée et rejetée par la population pour des raisons diverses. Ce climat tendu est alimenté par une certaine presse, reflétant d'ailleurs toutes les tendances qui s'évertuent à publier, sous des rubriques spécifiques, des faits divers jetant le discrédit sur les réfugiés et semant le trouble dans l'esprit du lecteur.

Le dernier signe, le plus révélateur peut-être, touche au logement, frappé par une grave crise en 1918. En campagne, c'est le prétexte tout trouvé, plus ou moins justifié, pour étayer le refus d'accueil. Pourtant, c'est en ville qu'il se pose de la manière la plus aiguë. Y trouver un logement est quasiment impossible. Nantes, Saint-Nazaire sont encombrées d'une population flottante qui se compose en grande partie de réfugiés venus des campagnes pour travailler durant la semaine en ville. Cet état de fait a conduit de nombreux propriétaires à augmenter les loyers dans des proportions scandaleuses, s'attirant en retour les foudres du ministre et celles des préfets, comme en Ile-et-Vilaine, dès l'automne 1914. Le maire de Vitré Georges Garreau signale ainsi être intervenu à de multiples reprises pour faire baisser des loyers qui pouvaient atteindre, dans des quartiers populaires, jusqu'à 75 francs par mois pour un modeste meublé¹⁴. Les exemples foisonnent en ce sens et Émile Gabory évoque même des pancartes affichées sur les rares logements à louer : « les réfugiés sont priés de s'abstenir¹⁵ ». Cette difficulté frappe surtout les plus pauvres, incapables de supporter cette charge, particulièrement dans les communes littorales. Ainsi, l'inspecteur du service des réfugiés relaye-t-il, dans son rapport de juin 1915, les justes prétentions des propriétaires qui, sur Paramé, avaient accepté de loger des réfugiés dans leurs immeubles pour des prix notoirement inférieurs à leur valeur locative annuelle voire même gratuitement,

12. GARREAU, Georges, *La vie d'une commune pendant la guerre (Vitré 1914-1918)*, Imprimerie de l'Ouest-Journal, 1932, p. 112-113.

13. C'est notamment le cas au Havre.

14. GARREAU, Georges, *op. cit.*, p. 119.

15. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 R 713, rapport sur le fonctionnement du comité de secours.

« à une époque où presque toutes les villas ou appartements meublés venaient d'être brusquement désertés par leurs clients habituels [...]. Or, cette situation, aujourd'hui, ne peut plus être maintenue et réclame une solution aussi urgente que délicate¹⁶. »

Les plus pauvres sont alors relogés dans des logements moins demandés durant la saison touristique tandis que seules quelques familles aisées peuvent continuer à se loger dans les villas. L'État tente dès 1915 d'enrayer ces abus par de multiples rappels. En janvier 1917, le ton se durcit et les préfets se voient informés, à toutes fins utiles, de la démarche de leur collègue des Landes qui a obtenu des condamnations judiciaires basées sur l'article 475-12 du Code pénal visant le refus de prêter assistance en cas de calamités. Quant aux expulsions, rappel est également fait aux maires qu'ils y engagent leur propre responsabilité et que celui qui s'en rendrait coupable encourrait une peine de prison allant de 6 jours à 5 ans. L'arsenal législatif s'étoffe encore en 1918 notamment avec la loi Basly le 19 avril. Les autorités locales auront désormais toute latitude pour réquisitionner tout logement vacant nécessaire au logement des réfugiés, imposer aux propriétaires le respect des conditions prévues initialement et empêcher toute expulsion, y compris dans les six mois suivant l'armistice.

Cette politique, pour volontariste qu'elle soit, ne permet pas un déblocage de la situation et l'État doit se résigner à tolérer lui-même des entorses à cette ligne politique imposée en septembre 1914 sur le logement chez l'habitant. Le cantonnement collectif, réservé « en principe » à l'ennemi, est devenu une nécessité. Cette solution n'est pas nouvelle en 1918. Les communes, en cas de pénurie de logement particuliers, ont le devoir, depuis le début de la guerre, d'assurer elles-mêmes et gratuitement le logement. Elles ont souvent usé de locaux publics pour les transformer en petits cantonnements. Les réfugiés, belges notamment, ne rechignent pas à s'y installer, préférant cette vie communautaire rassurante à la dispersion. Ce système a aussi cours à proximité de grosses usines, comme les papeteries de Cugand où réfugiés et internés civils employés partagent les mêmes locaux, et dans les villes d'accueil où nombre d'hôtels ou de bâtiments municipaux accueillent les arrivants avant qu'ils ne soient distribués sur le territoire départemental. Ces centres de triages, conçus comme cantonnements provisoires, se transforment vite en résidence définitive. Les conditions de vie y sont plus difficiles que dans des logements particuliers. Une ville moyenne comme Lannion, dans les Côtes-du-Nord, connaît en 1918 une dizaine de cantonnements pouvant accueillir entre 16 et 143 lits, et loger au total plus de 600 personnes vivant dans une certaine promiscuité et une précarité souvent dénoncée par les médecins en charge de ces populations. À Saint-Brieuc, le Moulin du Bosc accueille près de 400 personnes. Les conditions de vie se dégradant très vite dans ce type de structures et les locaux tendant à manquer, de nou-

16. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, R sup. 31.

velles solutions sont expérimentées. Ainsi, le comité de Nantes loue-t-il deux grands immeubles pour y fonder des sortes de phalanstères. D'autre part, une cinquantaine de communes de Loire-Inférieure acceptent, en avril 1918, la proposition d'installer sur leur sol des baraques Adrian. Cet officier de l'intendance suggère même l'installation de villages de réfugiés, sortes de camps de baraquements surveillés, pouvant abriter jusqu'à 1 200 réfugiés. Ce type d'installation, testé notamment dans les Landes, ne se concrétisera pas dans l'Ouest. Les solutions de baraquements paraissent seules capables de répondre, après l'Armistice, à une difficulté supplémentaire qui se profile : le retour des démobilisés. Parallèlement, le retour des réfugiés connaissant d'incessants reports, certains d'entre eux, ayant annoncé leur départ trop hâtivement, se retrouvent confrontés à l'obligation de quitter leur logement pour laisser place au nouveau locataire. Seul la baisse progressive des effectifs va résoudre les problèmes, ou, plus précisément, les éloigner de la région. En effet, la question des réfugiés eut bien ceci de particulier qu'elle continua de créer des difficultés après leur retour et d'alimenter encore bien des rancœurs, comme l'ont montré les récents travaux de Philippe Nivet¹⁷. Cette première dérive dans la politique de solidarité nationale et d'intégration s'accompagne d'une remise en cause du principe d'exclusion répressive des prisonniers au profit d'un choix politique nouveau, celui de l'intégration économique systématique.

L'intégration économique des prisonniers

À partir de 1915, la condition des prisonniers de guerre et des internés s'améliore sensiblement. Les camps d'internés se spécialisent, se vident aussi de tous ceux dont la présence n'est pas indispensable au regard des priorités de la défense nationale (civils ennemis non mobilisables, internés francophiles ou ayant des proches sous le drapeau français, femmes françaises mariées à des civils ennemis, alliés et neutres internés par erreur etc.). Ils sont l'objet d'une attention croissante de la part des neutres représentants les intérêts ennemis et des organisations de secours comme la Croix Rouge. Ceux-ci parviennent à imposer un certain nombre d'améliorations substantielles auxquelles se plient les autorités françaises qui craignent les représailles sur leurs propres ressortissants emprisonnés. Dès lors, les camps deviennent des charges de plus en plus lourdes pour le budget de l'État. La ligne dure de l'enfermement répressif, en plus d'être coûteuse, se heurte aux intérêts pressants des acteurs économiques frappés par la pénurie de main-d'œuvre. La solution économique, expérimentées avec succès sur les prisonniers de guerre à l'automne 1914, va donc logiquement s'imposer.

17. Notamment « Le retour des réfugiés ou la violence des ruines », catalogue de l'exposition *Reconstructions en Picardie après 1918*, Réunion des Musées Nationaux, 2000, p. 23-33.

Différents motifs sont avancés pour expliquer ce changement de politique : l'emploi des prisonniers serait bon pour le moral des populations de l'arrière qui doutent des succès alliés, pour l'hygiène morale et physique des prisonniers, etc. Reste un fait : le prisonnier, perçu comme un gage au début du conflit, est devenu un outil. La presse a joué un rôle certain, réclamant parfois très vivement leur exploitation dès les premières semaines, notamment pour faire cesser le spectacle scandaleux de cette population oisive et bien traitée qui s'offre aux yeux des visiteurs dans les camps, devenus de vrais « paradis pour boches ». Principaux visés, les camps d'internement tel celui de Guérande, décrit par *Le Petit Parisien*. Il évoque ces « messieurs et dames boches qui villégiaturent chez nous depuis le 2 août 1914 », s'attardant sur l'excellente santé des internés, vivant « sous un ciel léger et indulgent » – « l'air est si bon » – sous la surveillance de soldats « vigilants et débonnaires [...] ». Le soir, [surenchérit-il], tous ces messieurs et dames, leur tâche faite, goûtent les joies paisibles de la vie de famille. Et ils n'ont pas à craindre les Gothas. Les enfants préparent leurs devoirs [...], les dames brodent ou font de la musique, les bons boches rêvent et digèrent¹⁸... »

Si les prisonniers de guerre peuvent, sous conditions, être astreints au travail forcé, les internés sont pour leur part protégés par les conventions qui interdisent cet usage pour les civils. Reste à les convaincre de se porter volontaires. Dès mars 1915, des appels sont lancés pour promouvoir le recours aux internés francophiles, regroupés dans des camps spéciaux que l'on considère comme des réservoirs de main-d'œuvre. Pour les autres, la lassitude provoquée par la durée de la captivité et par l'ennui qui règne dans les camps incite peu à peu les internés à se porter candidats au travail, soit pour des travaux dans les ateliers intérieurs, comme à Guérande, soit pour des travaux extérieurs. Gain budgétaire, gain de productivité, diminution de la tension dans les camps, tout pousse à cette solution. Les plus nationalistes des prisonniers de guerre ne résistent pas à cette aubaine qui les fait sortir du camp où la psychose des barbelés menace. Les camps de francophiles se vident en journée, un bon tiers des internés mobilisables se laisse tenter, ces deux groupes travaillant plutôt à titre individuel qu'en équipes constituées. Quant aux camps de prisonniers de guerre, il n'y reste bientôt plus que les inaptes. Dès le mois d'avril 1915, le dépôt de la prison de Saint-Brieuc est vide. Ils travaillent en équipe, employés dans une multitude de secteurs. En ville, ils déchargent les navires ou travaillent dans l'industrie, affectation cependant marginale dans l'Ouest. Des mines retrouvent une certaine vie grâce à leur emploi, comme à Montbelleux près de Fougères. Ils accomplissent aussi divers travaux d'embellissement urbain, à Dinan, Brest ou Saint-Brieuc, malgré les réticences, à l'automne 1915 encore, des autorités militaires qui veulent éviter à tout prix le contact avec les autochtones. En campa-

18. Arch. dép. de Loire-Inférieure, fonds du dépôt de Guérande, articles concernant le camp, 2 R 267.

gne, on les rencontre sur des chantiers d'abattage en forêt ou le long du canal de Nantes à Brest. Ils effectuent parallèlement des travaux sur les réseaux routier et ferroviaire ou des chantiers d'amélioration agricole pendant la morte saison (curage d'étangs, réfection de chemins ruraux). Cependant, le contingent le plus au contact des populations autochtones reste celui qui est affecté aux travaux agricoles. Testé dès 1915, son organisation est décentralisée en janvier 1916 grâce à la création de Commissions départementales agricoles chargées de l'attribution des équipes aux communes ou aux syndicats agricoles candidats. Une compagnie agricole est mise à disposition de chaque département. Dès l'été 1915, un premier bilan fait état de 50 000 travailleurs fournis dont les 8/10^e dans l'agriculture. Les pourcentages affectés à chaque secteur sont décidés en haut lieu, ce qui nous vaut de solides empoignades entre ministères concernés. Entre département, la compétition n'en est pas moins sévère. Ainsi, au début de l'année 1917, des élus des Côtes-du-Nord interviennent auprès du ministre de l'Agriculture afin que le contingent de prisonniers du dépôt de Dinan ne soit pas distrait de son affectation agricole et reste réservé à ce seul département. À cette lutte départementale s'ajoutent les discordes locales. Les conflits sont légions qui opposent les maires ou les entrepreneurs concernés. Si certains ont joué l'attentisme, notamment en 1915, les besoins sont si criants et le décalage entre capacités et demandes tellement important qu'ils déclenchent de violents affrontements à grand coup de soutiens politiques. Mais la pression de la base s'exerce aussi afin d'orienter l'organisation de ces équipes agricoles.

Le premier point d'achoppement est celui du traitement, amalgamant dans les conventions la main-d'œuvre prisonnière à celle des ouvriers civils nationaux. Cette charge apparaît vite inutilement coûteuse aux employeurs qui réclament en premier lieu une baisse des salaires. Ceux-ci se composent d'une partie fixe reversée à l'État pour le remboursement des frais d'entretien, des centimes de poches alloués aux prisonniers et d'une partie variable. Celle-ci, déterminée localement dans le but de rapprocher le salaire du prisonnier de celui du travailleur national est vite devenue, en pratique, un instrument favorisant au contraire l'apparition de cette « main-d'œuvre à vil prix » dont l'État ne veut en aucun cas¹⁹. Face aux dérives du terrain, le ministre opère une sévère reprise en main de cette partie variable. En avril 1918, privé de rentrées d'argent substantielles, l'État ordonne que soient respectés des taux départementaux fixés désormais à Paris. Le second changement demandé à la base porte sur l'assouplissement des conditions d'utilisation. Les employeurs souhaitent par exemple utiliser la main-d'œuvre agricole à des chantiers d'utilité communale, ce que les cahiers des charges interdisent. D'autre part, les équipes de 40 sont jugées inadaptées et le chiffre est abaissé à quatre reprises, l'État autorisant finalement fin 1918 le travail isolé, sous la garde non

19. Certains départements l'avaient même tout simplement abaissée à 0.

plus de la seule gendarmerie mais de simples gradés de surveillance voire même, à la fin de la guerre, de gardes assermentés nommés par le maire. Enfin, des équipes volantes n'appartenant pas aux compagnies agricoles sont instituées afin de réagir avec souplesse et dans l'urgence aux situations les plus difficiles. La dernière revendication porte sur le roulement des prisonniers. Par principe patriotique, l'État refuse que les autochtones puissent s'accoutumer à une équipe en particulier. À la base, cette interdiction est vite ressentie comme une gêne au regard de l'investissement consenti par les agriculteurs dans la formation de « leurs » prisonniers ce que résume bien le maire de Donges, en Loire-Inférieure :

« Les paysans employant les dits prisonniers, satisfaits de leurs services et les ayant mis au courant d'un travail auquel la plupart d'entre eux n'était pas habitués, verraient avec une certaine contrariété ces travailleurs remplacés par d'autres²⁰. »

L'État choisira en 1916 la voie du compromis avec un renouvellement par tiers aboutissant à un roulement total sur trois mois, ne voulant pas donner l'impression de céder une nouvelle fois à des intérêts matériels particuliers. C'est pourtant ce qu'il n'aura cessé de faire sur la question des prisonniers.

Étrangers et indésirables en temps de guerre

Au final, les deux faces de l'idéal national ont subi une nette évolution, aboutissant parfois à une quasi-inversion des valeurs que résume parfaitement cette réflexion d'un maire à qui le préfet ordonne de trouver des locaux pour héberger des réfugiés et qui ne voit qu'une solution au problème : « Relever 10 prisonniers de guerre (et les remplacer par des évacués) ce qui fera crier les cultivateurs déjà dépourvus de bras²¹. » Comment comprendre ce type d'attitude qui est loin d'être isolée ? L'expliquer, c'est d'abord et avant tout réfléchir sur ce qui fait d'un étranger un indésirable, les deux expressions n'étant pas assimilables. Deux explications se conjuguent en temps de guerre : l'une est culturelle, l'autre plus économique. D'une part, l'année 1915 sonne comme une confirmation de ce que pressentent déjà nombre de personnes : le provisoire est appelé à durer. Les populations de l'arrière y voient, sur la question de l'accueil des réfugiés au moins, comme une rupture de contrat. Les sacrifices consentis à l'automne 1914 par devoir patriotique l'ont été dans l'optique d'une guerre promise comme courte et triomphale. Or, le choix initial d'accueil de la part de nombreux propriétaires n'avait pas intégré cette donnée de la durée et l'année 1915 voit logiquement le retour au premier plan des préoccupations matérielles individualistes. L'instituteur de Pordic résume parfaitement cette évolution :

20. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 2 R 423.

21. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 10 R 166.

« Les réfugiés ont été accueillis chez nous avec empressement, trouvant le gîte et le travail qui leur a permis de vivre. Mais la guerre a duré longtemps. Or, les hommes sont ainsi faits, qu'ils se fatiguent vite d'une charge plutôt gênante qu'on sait ne pas devoir durer et dont pourtant on ne voit pas venir la fin²². »

La perception du nouveau venu évolue et celui-ci est vite identifié selon des considérations plus matérielles que patriotiques. Ainsi, si l'on taxe ce réfugié de paresseux, c'est avant tout à cause de cette antipathie sociologique et professionnelle qui existe entre autochtones et émigrants. Le maire du Guilvinec, village de pêcheurs, l'a bien compris, se plaignant non de ses réfugiés mais de l'inadéquation entre ces familles d'ouvriers et leur milieu d'accueil qui rend difficile leur intégration²³. De plus, ces populations se caractérisent par une sur-représentation des femmes, des enfants et des personnes âgées ce qui complique encore cette intégration professionnelle qui tend à devenir le critère prédominant de l'intégration tout court. Vivant de l'allocation, elles sont vite assimilées à des profiteurs ingrats refusant toute assistance à leur village d'accueil.

Cette première explication se trouve inversement confirmée par la bonne intégration des réfugiés issus du monde agricole, moins dissemblables que leurs compatriotes ouvriers ou mineurs. Le prisonnier de guerre, au regard de cette évolution, devient de plus en plus désirable uniquement parce qu'il est, de son côté, immédiatement exploitable sans condition et souvent à moindre coût. Tout juste réclame-t-on une étroite surveillance apte à rassurer ces communautés ébranlées par le deuil et l'absence de leurs forces vives. Un rapport établi par M^{lle} Cramer, en mission pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) à Paris en octobre 1917, accable d'ailleurs la France en l'accusant d'avoir fait traîner les négociations sur le rapatriement parce que les priorités économiques l'emportaient sur les priorités patriotiques. Les raisons avancées par les représentants français cachaient, selon elle, des considérations d'ordre pratique « qu'on avoue pas » : « La main-d'œuvre constituée par le prisonnier allemand est très appréciée et le gouvernement aussi bien que les industriels qui y font appel ne se soucient pas de s'en priver. Le prisonnier français rapatrié qui viendrait prendre la place de l'Allemand n'apporte pas le même concours à la défense nationale d'autant plus qu'on ne pourrait exercer sur lui la même pression que sur un ennemi. » Parallèlement, les Français auraient craint que les prisonniers rapatriés d'Allemagne n'apporte un élément de pacifisme en tant que valides non combattants, devenant des sujets d'envie et de mécontentement pour leurs camarades et leurs familles²⁴. Cette nouvelle donne explique en tout cas le décalage d'attitude entre populations des villes et des campagnes. Très convoité en milieu rural du fait de la pénurie de main-d'œuvre agri-

22. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1 T 402.

23. Arch. dép. du Finistère, 10 R 144.

24. Arch. du comité international de la Croix Rouge, Genève, 419 XV.

cole, le prisonnier reste indésirable dans les gros centres urbains où le monde ouvrier, touché plutôt par le chômage de nombreux secteurs industriels, voit dans son emploi une concurrence déloyale qui fait tort au travail des nationaux.

La deuxième explication, qui concerne plus le monde rural, est plus culturelle. Le traumatisme lié au contexte de guerre et à tout ce qu'il comporte suscite dans les villages une forme de repli sur le cadre local jugé plus rassurant. Bien encadré, strictement isolé, le prisonnier de guerre ne représente pas une menace de ce point de vue. Le réfugié, pour sa part, déclenche une réaction de méfiance voire d'hostilité, plus par sa présence que par son caractère prétendument massif comme le montre bien Yves Lequin :

« Une vie difficile oblige à la défense. Tout étranger au groupe qui constitue le cadre social habituel [...] appartient à un monde inconnu, mystérieux. Il suscite crainte, mépris, souvent haine. Il est source de péril [...]. Il s'agit moins alors de le mettre à l'écart par des mesures brutales que de se retirer dans un monde clos dont on colmatara soigneusement les accès²⁵. »

Le prétexte du seuil est souvent utilisé mais il n'explique effectivement rien pour les zones rurales. Si certaines villes atteignent un taux de 15 % de réfugiés, les réfugiés d'un arrondissement comme celui de Loudéac, en Centre Bretagne, dont deux tiers des communes s'opposent à tout nouvel accueil en 1917, n'y représentent qu'entre 0,35 et 1,26 % de la population totale, mobilisés non compris. On est loin d'une invasion de la différence. Cette inversion des valeurs ne peut se comprendre qu'en acceptant l'idée que le sentiment national reste fragile en 1914. Imposé d'en haut, les valeurs qui le composent restent abstraites et bien des gens qui se disent et se sentent sincèrement patriotes ont pu agir en contradiction avec ce que cette notion comportait de devoirs. Le préfet de Vendée Fernand Tardif l'avait compris lorsqu'il évoquait ces paysans qui ne font « pas de phrases, n'ayant pas de mots dans leur langue pour les choses abstraites » et ne percevant pas consciemment la contradiction entre l'attachement patriotique dont ils pouvaient faire preuve lors des emprunts ou des quêtes diverses et leur intérêt matériel qui les poussait parfois à préférer le prisonnier utile au réfugié oisif. Mais cette expérience, imposée de manière coercitive par l'État, a finalement été bénéfique, permettant à certaines régions encore fermées de s'ouvrir sur la diversité française. Certes, cette ouverture se traduit souvent, à très court terme, par une forme de repli sur soi. Cependant, cette cohabitation forcée et cette « découverte de la différence » qu'elle induit permet à la France de se découvrir à elle-même. En ce sens, la Première Guerre mondiale apparaît bien comme une « ligne symbolique de partage entre ce qui avait été et ce qui est²⁶ » et un moment fort d'accélération du processus d'intégration nationale.

25. LEQUIN, Yves (dir.), *La mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration*, Larousse, 1988, 480 p., p. 16.

26. WEBER, Eugen, *op. cit.*, p. 675.

RESUME

De 1914 à 1918, l'Ouest accueille une masse de populations déplacées. Parmi elles, les réfugiés et les prisonniers civils et militaires constituent les contingents les plus nombreux. Les réfugiés, perçus comme « étrangers » au cadre local, reçoivent généralement un accueil solidaire tandis que les originaires de nations ennemies sont tout de suite considérés comme « indésirables ». À partir de la fin de l'année 1914, la ruine des illusions de guerre courte et la pénurie de main-d'œuvre entraînent cependant une évolution des représentations et des attitudes. Les réfugiés sont des moins en moins bien spontanément accueillis et souvent cantonnés dans des locaux collectifs alors que les prisonniers civils et militaires sont massivement intégrés dans l'économie locale.

ABSTRACT

From 1914 to 1918, Brittany welcomed a great many displaced populations. Among them, the refugees, the prisoners of war and the civilian prisoners were the most numerous groups. The refugees, considered locally as "foreigners", were generally warmly welcomed whereas those coming from enemy countries were immediately considered as "undesirables". However, from the end of 1914, the hopes to have a short war were shattered and the lack of labour led to a change in opinions and attitudes. The refugees were less and less warmly spontaneously welcomed and were often confined to groups of huts while the prisoners of war and the civilian prisoners were massively integrated into the local economy.